

La voilée Tawakkol Karman, frère musulman, membre du conseil de surveillance de facebook, ça vous étonne ?

écrit par Christine Tasin | 10 mai 2020



Facebook avance sur le chemin de la vérité. [Macron](#)-Facebook, même combat. Et quand on dit Facebook, on dit aussi Instagram qui appartient au même groupe...

Facebook a donc nommé en son sein une « cour suprême pour la modération des contenus »

<https://www.nbcnews.com/news/amp/ncna1201181>

Vraisemblablement, la modération confiée à des musulmans de

l'autre côté de la Méditerranée, ça ne suffisait pas

Vraisemblablement, la modération confiée aux milliers de mouchards potentiels qui passent leur vie sur facebook pour dénoncer le voisin, ça ne suffisait pas.

Vraisemblablement, la prochaine loi Avia et son petit bouton magique, ça ne suffisait pas.

Alors, Zuckerberg, avec l'assentiment de ses principaux actionnaires (dont le fonds de placement Accel Partners et Microsoft) a créé un Etat dans l'Etat, un Ministère de la Vérité suprême.

20 personnes, dans le monde, sont donc payées pour décider de ce que nous avons le droit de dire (et même de penser...) et, parmi elles, un prix Nobel de la paix yéménite, une voilée proche du défunt Morsi et de l'ordure Qaradawi, celui qui incite les musulmans à finir le travail d'Hitler concernant l'extermination des Juifs.

Voici sa présentation dans la liste des 20 personnes du Soviet suprême :

Tawakkol Karman – Lauréate du prix Nobel de la paix qui a utilisé sa voix pour promouvoir un changement non violent au Yémen pendant le printemps arabe, et a été nommée l'une des «femmes les plus rebelles de l'histoire» par le magazine Time.

A peine nommée elle a crié victoire sur twitter

I'm proud of the diversity of Oversight Board Members For Facebook and Instagram, Our unique global perspectives across professional, cultural, political, and religious backgrounds and viewpoints are just as important as our work. pic.twitter.com/59RhclIP96

– Tawakkol Karman (@TawakkolKarman) [May 7, 2020](#)

Je suis fière de la diversité des membres du conseil de surveillance pour Facebook et Instagram. Nos perspectives mondiales uniques à travers les antécédents et les points de vue professionnels, culturels, politiques et religieux sont tout aussi importantes que notre travail. Traduction google

Macron n'a rien inventé, il va dans le sens du vent, en bon mondialiste. L'heure est à la diversité et des minorités, qui ont tous droit d'exiger que leur vérité et leurs standards soient considérés comme des normes.



Tawakkol Karman à Paris, faisant le [signe de ralliement aux frères musulmans](#)

Tawakkol Abdel-Salam Karman, [...] née le 7 février 1979 à Ta'izz au Yémen, est une journaliste, militante et femme politique yéménite, engagée dans la défense des droits des femmes, fondateur en 2005 du groupe *Femmes journalistes sans chaînes*^[1], et une personnalité politique, **membre du parti islamique Al-Islah**^[2], lauréate du prix Nobel de la paix en 2011 [...]. En 2011, certains Yéménites l'auraient surnommée « Femme de fer » et « Mère de la révolution ».

[...]

Le 4 août 2013, elle est refoulée à l'aéroport international du Caire alors qu'elle vient apporter son soutien à Mohamed Morsi, qui a été renversé un mois plus tôt lors du coup d'État du 3 juillet 2013 en Égypte^[5].

[...]

Le **Congrès yéménite pour la réforme [...]**, fréquemment dénommé **Al-Islah**, est le principal parti d'opposition au Yémen durant le mandat d'Ali Abdallah Saleh. **Ses origines remontent au Front islamique, une milice affiliée aux Frères musulmans** financée par l'Arabie saoudite pour combattre le Front démocratique national d'obédience marxiste.[...] **Le parti possède également une branche armée.**

[Wikipédia](#)

<http://www.fdesouche.com/1373029-tawakkol-karman-yemenite-membre-des-freres-musulmans-devient-membre-du-conseil-de-surveillance-de-facebook-et-dinstagram>

Qui sont les 19 autres ?

Des « experts », traduisez des associatifs, des journalistes et des profs...

Tous engagés dans la liberté d'expression et les « droits de l'homme »... mais surtout dans les droits des femmes !

Leur liberté d'expression : celles des femmes, celle des minorités... notamment musulmanes et sexuelles.

On notera l'importance de la « norme internationale »... et, pour le cas qui nous occupe, la présence officielle d'un Frère musulman dans le comité de surveillance du plus grand réseau mondial.

.

Bref, un comité de surveillance constitué majoritairement de gens engagés à défendre... des groupes, des individus.. mais certainement pas l'Homme en tant que tel et ses libertés fondamentales, dont la liberté d'expression

La messe est dite. Sans surprise. Le soviet suprême et le Ministère de la propagande réunis au sein du même comité.

Relisez *Fahrenheit 451*; Bradbury a tout vu, tout compris, tout annoncé en 1953.

Afia Asantewaa Asare-Kyei – Un défenseur des droits humains qui travaille sur les droits des femmes, la liberté des médias et l'accès à l'information à travers l'Afrique à l'Open Society Initiative for West Africa

Evelyn Aswad – Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Oklahoma, qui a précédemment été avocate principale au Département d'État et spécialisée dans l'application des normes internationales des droits de l'homme aux problèmes de modération de contenu

Endy Bayuni – Journaliste qui a été deux fois rédacteur en chef du Jakarta Post et aide à diriger une association de journalistes qui promeut l'excellence dans la couverture de la religion et de la spiritualité.

Catalina Botero Marino, coprésidente – Ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains, qui est maintenant doyenne de la Faculté de droit de l'Université des Andes.

Katherine Chen – Chercheur en communication à l'Université nationale de Chengchi qui étudie les médias sociaux, les actualités mobiles et la confidentialité, et ancienne régulatrice nationale des communications à Taïwan.

Nighat Dad – Un défenseur des droits numériques qui offre une formation en sécurité numérique aux femmes au Pakistan et en Asie du Sud pour les aider à se protéger contre le harcèlement en ligne, fait campagne contre les restrictions gouvernementales sur la dissidence et a reçu le prix des droits de l'homme pour les tulipes.

Jamal Greene, coprésident – Un professeur de droit de Columbia qui se concentre sur l'arbitrage des droits constitutionnels et la structure des arguments juridiques et constitutionnels.

Pamela Karlan – Professeur de droit à Stanford et avocate à la Cour suprême qui a représenté des clients dans les cas de droits de vote, de droits LGBTQ + et de premier amendement, et siège au conseil d'administration de l'American Constitution Society.

.

Maina Kiai – Directrice du programme Global Alliances and Partnerships de Human Rights Watch et ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association, qui possède des décennies d'expérience dans la défense des droits de l'homme au Kenya.

Sudhir Krishnaswamy – Vice-chancelier de la National Law School of India University qui a cofondé une organisation de défense des droits qui œuvre pour faire avancer les valeurs constitutionnelles pour tous, y compris les personnes LGBTQ + et transgenres, en Inde.

Ronaldo Lemos – Avocat spécialisé dans les technologies, la propriété intellectuelle et les médias, qui a co-créé une loi nationale sur les droits d'Internet au Brésil, a cofondé un organisme à but non lucratif axé sur les questions de technologie et de politique et enseigne le droit à l'Universidade do Estado do Rio de Janeiro.

Michael McConnell, coprésident – Un ancien juge de circuit fédéral américain qui est maintenant professeur de droit constitutionnel à Stanford, un expert en matière de liberté religieuse et un avocat de la Cour suprême qui a représenté des clients dans un large éventail d'affaires du premier amendement impliquant la liberté d'expression ,

religion et association.

Julie Owono – Un défenseur des droits numériques et anti-censure qui dirige Internet Sans Frontières et fait campagne contre la censure sur Internet en Afrique et dans le monde.

Emi Palmor – Un ancien directeur général du ministère israélien de la Justice qui a dirigé des initiatives pour **lutter contre la discrimination raciale, faire progresser l'accès à la justice via des services et des plateformes numériques et promouvoir la diversité dans le secteur public.**

Alan Rusbridger – Un ancien rédacteur en chef de The Guardian qui a transformé le journal en une institution mondiale et a supervisé sa couverture lauréate du prix Pulitzer des révélations d'Edward Snowden.

András Sajó – Ancien juge et vice-président de la Cour européenne des droits de l'homme, expert en liberté d'expression et en constitutionnalisme comparé.

John Samples – Un intellectuel public qui écrit beaucoup sur les médias sociaux et la régulation de la parole, défend les restrictions de l'expression en ligne et aide à diriger un groupe de réflexion libertaire.

Nicolas Suzor – Professeur à la Queensland University of Technology Law School, qui se concentre sur **la gouvernance des réseaux sociaux et la réglementation des systèmes automatisés**, et a publié un livre sur la gouvernance d'Internet.

Helle Thorning-Schmidt, coprésidente – Un ancien Premier ministre du Danemark qui a maintes fois défendu la liberté d'expression pendant son mandat, puis a été PDG de Save the Children